

L'aide aux femmes victimes de violences menacée

Mayenne ville – Le programme d'accompagnement des femmes victimes de violences, mis en place par l'association Les Possibles, est menacé par l'arrêt annoncé des subventions régionales.

La polémique

Comme plusieurs associations, Les Possibles ont reçu un « courrier type » du conseil régional des Pays de la Loire, en fin d'année. Il annonce « la fin de la collaboration au regard des restrictions budgétaires » prévues en 2025, relate Christophe Doussin, le directeur.

« Ça nous impacte directement et violemment », poursuit Marie Talois, bénévole et présidente de l'association. « On n'a pas été prévenus, colère et notre sidération. »

22 femmes accompagnées

Cette année, Les Possibles ont reçu une aide de 4 000 € de la Région. Elle est dédiée à un programme pour femmes victimes de violences, dont le coût total est de 10 000 € par an. Grâce à lui, des femmes participent anonymement et gratuitement à un groupe de parole animé par une psychologue, en plus d'« actions connexes de reconstruction et de bien-être », précise Christophe Doussin.

Le directeur compte que, depuis avril 2021, 22 femmes ont été accompagnées. Elles viennent de « tout le nord du département », sont issues de « tous les milieux sociaux et de toutes les générations ».

Pour ce programme, l'association reçoit aussi une aide des services de



Marie Talois, bénévole et présidente de l'association Les Possibles, avec Christophe Doussin, directeur.

PHOTO : OUEST-FRANCE

se nationale ».

En attendant le vote du budget de la Région, prévu les 19 et 20 décembre, « on croise les doigts mais on n'est pas optimistes », reconnaît Marie Talois. Avec les membres de l'association, elle « se démène pour trouver d'autres sources de financement ».

Martin BOISSEREAU.

simple de se déplacer à Mayenne qu'à Laval. Et c'est toute une démarche. » Marie Talois dénonce « une nouvelle violence » subie par les bénéficiaires en cas de suppression de l'aide. Elle insiste : « Il n'y a pas de considération pour ces femmes. » Le directeur fustige « un paradoxe, alors que le président (de la République) a annoncé que les violences conjugales étaient une grande cau-

l'État, qui « confirment leur engagement et leur soutien, note Christophe Doussin. Mais on n'a pas de visibilité. Pour la rentrée 2025, il faut être prudent. » Marie Talois image : « Pour qu'un édifice tienne, on a besoin de toutes les pierres. Si on en enlève une, ça le déséquilibre. »

Christophe Doussin souligne la problématique de mobilité pour les femmes accompagnées : « C'est plus